

LE PROGRAMME

Téhéran, Washington,
(1^{re} partie)

Par Mostefa Zeghleche

Le jeudi 2 avril 2015, l'information a vite fait le tour de la terre : les négociateurs iraniens à leur tête le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, et ceux du groupe dit des 5+1 (les 5 pays membres du Conseil de sécurité, les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne et la France + l'Allemagne), menés par le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, John Kerry, ont signé un accord-cadre sur le programme nucléaire iranien.

L'accord est qualifié d'étape charnière dans le processus de négociations entamé, en 2003, entre l'Iran et la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France (UE 3) et qui devrait être finalisé à la fin du mois de juin prochain.

Immédiatement la presse mondiale, les politologues et autres analystes entament leur processus de lecture-évaluation-perspective. Et après ? s'interroge l'opinion publique inter-

naionale. En effet, de ce nouvel accord, un autre l'ayant précédé en novembre 2013, ce qui a été révélé est intéressant, mais ce qui pourrait en découler à l'avenir l'est encore davantage.

En guise de réplique, le 11 avril 2006, le président iranien déclarait à Machhad : «J'annonce officiellement que l'Iran a rejoint le groupe des pays qui ont la technologie nucléaire.» La tension entre l'Iran et les pays occidentaux soutenus par Israël persiste jusqu'à l'élection du modéré Hassan Rohani à la présidence iranienne, en juin 2013. L'événement a ouvert la voie à une nouvelle approche dans le traitement du programme nucléaire iranien par l'Iran et le groupe des 5+1.

tion nucléaire (TNP) et le ratifie en 1970. Comme on peut le constater, à cette époque, l'option nucléaire civile de l'Iran n'est l'objet d'aucune préoccupation particulière, occidentale ou de l'AIEA. Au contraire, le marché iranien du nucléaire devient de plus en plus attractif pour les «vendeurs» de matériaux et d'équipements nucléaires en tous genres, tant européens, qu'asiatiques et d'Amérique latine. Les partenaires furent à la fois allemands (Siemens AG), français (Areva), argentins, chinois et russes. Mais le programme a connu une autre trajectoire depuis la révolution populaire qui renversa le régime impérial et pro-occidental des Pahlavi en février 1979 et ouvrit la voie au régime clérical des mollahs, la République islamique d'Iran.

Tout comme elle a complètement bouleversé le paysage politique interne, la révolution iranienne a refaçonné les relations extérieures du pays tant régionales qu'internationales. Mais ce fut par les relations avec l'ancien puissant allié américain que la politique extérieure iranienne s'est singularisée. Avant le coup d'Etat de 1953, les Etats-Unis avaient soutenu de nombreuses causes de libération nationale dans le Tiers-Monde, y compris de l'Algérie,

s'étant eux-mêmes affranchis, par la lutte armée, de l'ancienne tutelle britannique. De ce fait, l'Amérique était perçue avec une certaine sympathie en Iran. Mais depuis 1953 et bien plus depuis 1979, l'Amérique était devenue le «Grand Satan» pour les Iraniens et l'Iran un membre de «l'Axe du Mal», si cher à George Bush. La prise d'otages américains (pendant 444 jours) par des étudiants iraniens, dans la foulée de la Révolution et de la mise à sac de l'ambassade américaine, a constitué le point de départ d'une animosité réciproque comme on en voit peu entre deux Etats, aujourd'hui. Dans ce contexte, le secteur névralgique de l'énergie ne pouvait échapper à la «guerre politique» que se livrent directement ou par procuration les deux pays. Le nucléaire en est une manifestation patente qui dure à ce jour.

Rappelons qu'au lendemain de la Révolution, l'ayatollah Khomeiny avait décidé de geler le programme. Durant la guerre contre l'Irak (1980-1988), le réacteur nucléaire de Bouchehr a été bombardé à 6 reprises et détruit. A partir de 1985, le gouvernement iranien exprime son désir de poursuivre le programme initié par le chah et, pour ce faire, sollicite l'AIEA pour «contribuer à la formation d'une expertise locale et de la main-d'œuvre nécessaire afin de soutenir un ambitieux programme dans le champ de la technologie des réacteurs nucléaires et du cycle du combustible»⁽¹⁾. Cette assistance est effectivement accordée à l'Iran, mais sera arrêtée en raison de l'interférence et de l'opposition américaines. En effet, l'Administration américaine a pesé de tout son poids pour dissuader les partenaires du projet à poursuivre leur coopération avec l'Iran.

Tout à tour, les gouvernements allemand, français, argentin, et d'autres ont soit mis fin, soit réduit au minimum leur coopération nucléaire avec l'Iran. Dans ce lot, seules la Russie et la Chine ont poursuivi une certaine activité de coopération nucléaire avec l'Iran. La première a repris la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, en 1995, et la seconde a vendu à ce pays, en 1996, une usine d'enrichissement de l'uranium.

L'ère de la suspicion : c'est la révélation, en août 2002, par un opposant iranien en exil aux Etats-Unis, Alireza Jafarzadeh, journaliste, Foreign Affairs Analyst de la chaîne FOX News, de l'existence de deux sites nucléaires iraniens «non déclarés» à l'AIEA, qui a déclenché le processus de suspicion-accusations-pressions internationales contre l'Iran. Il s'agissait de la centrale d'enrichissement de l'uranium de Natanz et de celle d'Arak destinée au traitement de l'eau lourde. En réalité, les experts indiquent que conformément aux garde-fous ou «safeguards» en vigueur, l'Iran, signataire du TNP, n'était tenu de déclarer ces sites et, éventuellement, n'ouvrir les portes à l'inspection de l'AIEA que six mois avant que le matériau radioactif ne soit introduit. Or, ce n'était vraisemblablement pas le cas, le processus n'ayant pas atteint ce stade. Ce qui rendait les accusations de dissimulation et de non-respect du TNP infondées, voire politiquement orientées. L'Iran, accusé depuis de cacher un programme militaire visant à fabriquer la bombe atomique, devient l'objet de toute une panoplie de sanctions économiques civiles et militaires américaines, européennes et de l'ONU.

En 2003, commence un cycle de discussions-négociations avec la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.

A l'époque Hassan Rohani, qui assurait la présidence de la délégation iranienne, avait influencé le cours des négociations qui aboutirent, le 24 novembre, à l'annonce de la suspension volontaire du programme d'enrichissement. Signalons que l'uranium enrichi à 3,5% seulement pourrait être utilisé, à une quantité donnée (centrifugeuses), à la fabrication de la bombe atomique.

Mais l'élection, en août 2005, du conservateur Mahmoud Ahmadinedjad à la présidence de la République allait remettre en cause le processus entamé. Le 10 août, le gouvernement d'Ahmadinedjad annonce la reprise de l'enrichissement de l'uranium ouvrant ainsi la voie à l'Union européenne pour presser l'AIEA de voter le transfert du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU. Parmi les 35 membres du Conseil des gouverneurs, 27 avaient voté pour, 3 contre (Venezuela, Syrie et Cuba) et 5 se sont abstenus (dont l'Algérie). Depuis 2006, l'ONU a voté 6 résolutions contre l'Iran imposant de lourdes sanctions sur le transfert technologique sensible et contre des institutions et des personnalités liées de près au programme nucléaire, faisant de l'Iran un paria international.

En guise de réplique, le 11 avril 2006, le président iranien déclarait à Machhad : «J'annonce officiellement que l'Iran a rejoint le groupe des pays qui ont la technologie nucléaire.»

La tension entre l'Iran et les pays occidentaux soutenus par Israël persiste jusqu'à l'élection du modéré Hassan Rohani à la présidence iranienne, en juin 2013. L'événement a ouvert la voie à une nouvelle approche dans le traitement du programme nucléaire iranien par l'Iran et le groupe des 5+1.

Les négociations se tiennent en différents lieux et aboutissent, à Genève, à la signature, le 23 novembre 2013, d'un accord intérimaire.

Le président Obama semble avoir trouvé en l'accord de Lausanne une occasion de prouver la constance de la stratégie exprimée avant même son élection : celle de la main tendue aux adversaires de l'Amérique, pour les emmener dans son giron, par la négociation et non la guerre.

usagé et l'ouverture de tous les sites nucléaires à l'inspection internationale. En contrepartie, certaines sanctions sont allégées et aucune nouvelle ne sera prise. De même qu'un montant de 7 milliards \$ de sanctions levées et 4,2 milliards \$ seront débloqués. Ce qui devrait permettre à l'économie nationale exsangue de sortir du marasme et à la population, lassée, d'espérer une amélioration de son quotidien. Mais la levée partielle des sanctions était conditionnée par le respect par l'Iran de ses engagements.

Les négociations reprennent en vue de la signature d'un nouvel accord, mais bloquent «autour des capacités d'enrichissement et dans la rapidité avec laquelle l'Iran pourrait accéder à l'arme atomique et la transparence sur la possible dimension militaire du programme nucléaire»⁽³⁾. L'accord de six mois est prolongé de 6 nouveaux mois puis encore jusqu'à la date de signature de l'accord cadre de Lausanne, le 2 avril 2015.

Considéré comme le «premier accord fondamental destiné à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique», l'accord cadre établit des objectifs clairs pour les deux parties et en définit les moyens et les étapes avant la conclusion de ce qui devrait être un accord final en juin prochain.

L'Iran accepte que la durée de l'accord soit de 15 années, l'enrichissement plafonné à 3,67%, la réduction de 98% de son stock d'uranium et du nombre de centrifugeuses de 19 000 à 6 104 dont seules 5,060 autorisées à fonctionner, l'arrêt de la construction de nouvelles centrales d'enrichissement pendant cette période, la conversion du site souterrain de Fordow de centre d'enrichissement en centre de recherche scientifique civil, l'arrêt de production de plutonium dans le réacteur à eau lourde et enfin l'acceptation d'une surveillance permanente des sites anciens et nouveaux, civils et militaires (Accord additionnel de l'AIEA).

L'objectif pour l'Occident étant de rallonger le «break out» ou temps nécessaire pour produire assez d'uranium pour se doter de «l'arme nucléaire» qui passera de 3 mois actuellement à 1 an pendant 10 ans. En contrepartie, les sanctions seront allégées, mais non supprimées, selon John Kerry. Elles ne le seront qu'après que l'AIEA ait donné son feu vert après des inspections minutieuses prouvant que l'Iran applique tous ses engagements contractuels⁽⁴⁾. C'est là un point de divergence profonde entre les deux parties, les Iraniens demandant une levée complète et immédiate de toutes les sanctions, dès la signature de l'accord final.

Il constituera un problème délicat à résoudre lors des négociations prochaines. Un accord diversement apprécié : le jour de l'annonce de la signature de l'accord, le 2 avril, le président américain s'est adressé à la presse — intervention diffusée par la télévision iranienne, une première depuis 1979 ! — pour

qualifier l'accord d'historique et souligner qu'il n'est pas basé sur la confiance, mais sur un système de contrôle jamais utilisé auparavant. Après avoir averti le Congrès sur les conséquences d'un éventuel blocage du processus en cours et menacé de recourir, si nécessaire, au veto, Obama a interrogé les opposants, surtout républicains au Congrès, si un tel accord «vérifiable» était une option pire que la guerre⁽⁵⁾ ? Il ne s'est pas privé de citer le président J. Kennedy déclarant : «Ne négocions jamais sous la crainte, mais ne craignons jamais de négocier.»⁽⁶⁾ Obama a tout de suite appelé le roi Salman d'Arabie Saoudite et le Premier ministre israélien pour les rassurer.

Une fois rassuré par les Anglo-Américains de sa pérennité à la tête du pays, le chah lance alors un ambitieux programme nucléaire devant permettre au pays d'acquérir une certaine autonomie du pétrole, lui assurer l'entrée en devises nécessaires à son économie nationale et servir de catalyseur à l'industrie pétrochimique. C'est en 1957 qu'a été signé le premier accord de coopération nucléaire civil avec les EU dans le cadre du programme «Atom for Peace» lancé par le président Eisenhower en 1953. Le programme iranien réactualisé dans les années 1970 visait la production de 23 000 mégawatts (près de 23 centrales nucléaires) à l'horizon 2000. En 1959, l'Iran adhère à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et crée le Centre de recherche nucléaire de Téhéran, sous l'égide de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran. Le centre disposait d'un réacteur américain de 5 mégawatts, opérationnel à partir de 1967. En 1968, l'Iran signe le Traité de non-proliféra-